



Accord-cadre n°2026DG10

**Maintenance des installations Chauffage Ventilation
Climatisation (CVC) et plomberie
des bâtiments du Cned**

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

SOMMAIRE	2
1. PROCEDURE	7
2. DONNEES GENERALES SUR LE MARCHE	7
2.1. OBJET DU MARCHE	7
2.2. ALLOTISSEMENT.....	7
2.3. DUREE DU MARCHE	7
2.4. ELEMENTS FINANCIERS	7
3. FORME DU MARCHE	8
4. PIECES CONTRACTUELLES.....	8
5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	9
6. EXECUTION DES PRESTATIONS ET DES BONS DE COMMANDE	9
6.1. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	9
6.2. ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE.....	9
7. CLAUSE SOCIALE – LOT 1 - SITE DU FUTUROSCOPE.....	10
7.1. LES PUBLICS ELIGIBLES AU DISPOSITIF DE LA CLAUSE SOCIALE.....	10
7.2. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	10
7.3. AIDE A LA MISE EN ŒUVRE DE LA CLAUSE SOCIALE	10
7.4. MODALITES DE CONTROLES D'APPLICATION DE LA CLAUSE SOCIALE	11
7.5. DIFFICULTES ECONOMIQUES DE L'ATTRIBUTAIRE	11
8. LIVRABLE RELATIF AU BILAN CARBONE	11
9. CONDUITE DES PRESTATIONS	11
10. RESPONSABILITE DU TITULAIRE	12
11. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE.....	12
11.1. CO-TRAITANCE.....	12
11.2. SOUS-TRAITANCE	13
12. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	13
13. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	13
14. CONFIDENTIALITE	13
15. TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	14
16. NEUTRALITE	15

17.	VERIFICATION DES PRESTATIONS.....	15
18.	DECISION APRES VERIFICATION DES PRESTATIONS	16
18.1.	DECISION D’AJOURNEMENT	16
18.2.	DECISION DE REFACTION	16
18.3.	DECISION DE REJET	16
19.	ASSURANCE	17
20.	PENALITES.....	17
20.1.	PENALITES POUR RETARD	17
20.2.	PENALITES DIVERSES	18
20.3.	PENALITES POUR NON-RESPECT DE LA CLAUSE SOCIALE - LOT 1	18
20.4.	PENALITES POUR NON-RESPECT DES OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES	19
21.	MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX.....	19
21.1.	FORME DES PRIX ET CONTENU DES PRIX.....	19
21.2.	CONTENU DU PRIX.....	19
21.3.	TAUX DE TVA – MONNAIE	21
21.4.	ACTUALISATION DES PRIX	21
21.5.	REVISION DES PRIX DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE	22
21.6.	REVISION DES PRIX DES PIECES DE REMPLACEMENT.....	23
22.	CLAUSE DE REEXAMEN.....	23
22.1.	AUGMENTATION DES PRIX QUI POURRAIENT ALTERER L’EQUILIBRE FINANCIER DU CONTRAT	23
22.2.	MODIFICATIONS DE LA LISTE DES INSTALLATIONS A MAINTENIR	24
22.3.	SUBSTITUTION D’UN NOUVEAU TITULAIRE AU TITULAIRE INITIAL DU MARCHE	24
23.	AVANCE	25
24.	MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	25
24.1.	DELAI DE PAIEMENT	25
24.2.	INTERETS MORATOIRES.....	25
24.3.	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	25
24.4.	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT DANS LE CADRE DE LA TVA INTRACOMMUNAUTAIRE	26
24.5.	REGLEMENT EN CAS DE GROUPEMENT D’OPERATEURS ECONOMIQUES	26
24.6.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS.....	26
24.7.	CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	26
25.	UTILISATION DES RESULTATS	26
26.	RESILIATION	27
27.	DIFFERENDS	27

28.	COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	27
29.	DEROGATIONS AU CCAG-FCS	27

1 43 300

formations dispensées

Dans un monde ouvert et en mutation, le Cned s'est donné pour mission de garantir à chacun, quelle que soit sa situation, les moyens de sa réussite scolaire et professionnelle

200

formations proposées

**Le Cned
au service
de toutes
les réussites**

1 753 187 évaluations corrigées
96% des copies dématérialisées
2,94 jours, délai moyen de correction
des copies numériques

369 450 appels reçus
114 500 courriels traités
13 440 000 visites sur cned.fr

Budget et effectif

Budget

90,9 M€
de budget

53,6 M€
de recettes
commerciales

31,2 M€
de subvention
pour charge
de service public

Effectifs

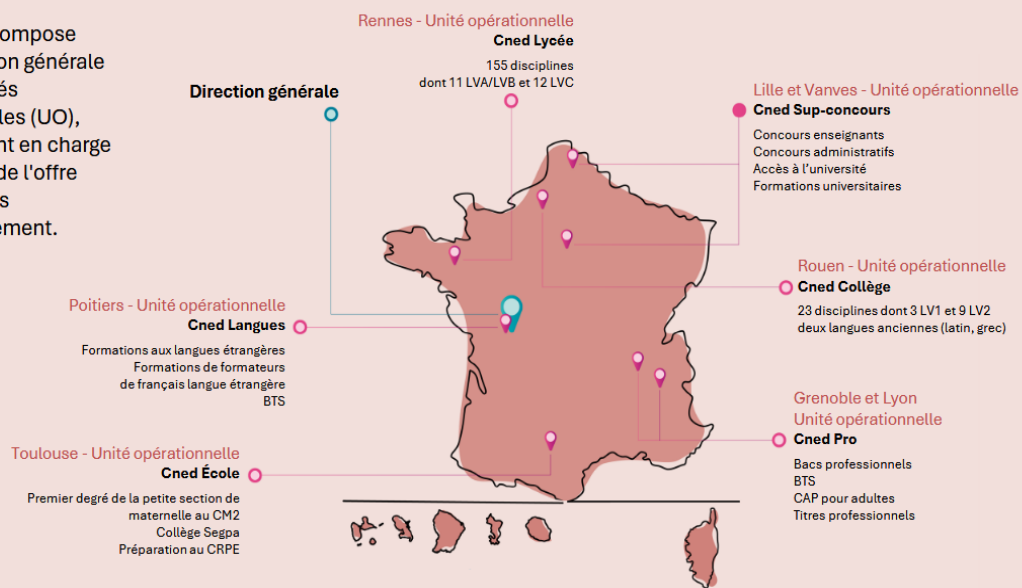
1 000
agents

1 100
enseignants
de l'Éducation
nationale

+ de 2 000
experts
pédagogiques



Le Cned se compose d'une direction générale et de six unités opérationnelles (UO), chacune étant en charge d'une partie de l'offre de formations de l'établissement.



1. PROCEDURE

Le marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

En application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, le Cned se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire, des marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2. DONNEES GENERALES SUR LE MARCHE

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet des prestations de maintenance des installations de Chauffage Ventilation et Climatisation (CVC) ainsi que la plomberie des bâtiments du Cned telles que décrites au CCTP.

2.2. Allotissement

La prestation est décomposée selon les lots ci-dessous :

Lot 1	Site du Futuroscope- Commune de Chasseneuil du Poitou - Bâtiments Niepce, Vinci et Cassin
Lot 2	Unité opérationnelle de Toulouse
Lot 3	Unité opérationnelle de Rennes
Lot 4	Unité opérationnelle de Rouen
Lot 5	Unité opérationnelle de Lyon
Lot 6	Unité opérationnelle de Grenoble
Lot 7	Unité opérationnelle de Lille

2.3. Durée du marché

Le marché prend effet le 31 octobre 2026 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure pour une durée de quatre ans ferme.

2.4. Eléments financiers

<u>Lot 1 – Site du Futuroscope</u>		
<u>Période ferme – 4 ans</u>	<u>Montant estimé</u>	<u>Montant maximum</u>
Total	398 500 € HT	949 000 € HT

<u>Lot 2 – Toulouse</u>		
<u>Période ferme – 4 ans</u>	<u>Montant estimé</u>	<u>Montant maximum</u>
Total	42 200 € HT	163 000 € HT

Lot 3 – Rennes		
<u>Période ferme – 4 ans</u>	<u>Montant estimé</u>	<u>Montant maximum</u>
Total	71 500 € HT	252 000 € HT

Lot 4 – Rouen		
<u>Période ferme – 4 ans</u>	<u>Montant estimé</u>	<u>Montant maximum</u>
Total	58 900 € HT	239 500 € HT

Lot 5 – Lyon		
<u>Période ferme – 4 ans</u>	<u>Montant estimé</u>	<u>Montant maximum</u>
Total	65 000 € HT	166 000 € HT

Lot 6 – Grenoble		
<u>Période ferme – 4 ans</u>	<u>Montant estimé</u>	<u>Montant maximum</u>
Total	71 600 € HT	252 500 € HT

Lot 7 – Lille		
<u>Période ferme – 4 ans</u>	<u>Montant estimé</u>	<u>Montant maximum</u>
Total	43 200 € HT	144 000 € HT

3. FORME DU MARCHÉ

Le marché est un accord-cadre mono attributaire en vertu des articles L2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique, comportant :

- une part forfaitaire pour les prestations de maintenance préventive et d’astreinte,
- des bons de commande pour les prestations de maintenance corrective et la fourniture de pièces de remplacement.

4. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l’article 4.1 du CCAG-FCS, les documents contractuels sont les suivants, par ordre ci-après :

- L’acte d’engagement ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- L’annexe financière (comprenant la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU)) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- L’offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel sont énumérées ci-dessus.

En cas de contradiction entre un document signé et un même document non signé, les documents signés prévalent.

Toute clause portée dans le(s) barème(s), tarif(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prescriptions techniques sont décrites au CCTP.

6. EXECUTION DES PRESTATIONS ET DES BONS DE COMMANDE

6.1. Modalités d'exécution des prestations

Les prestations de maintenance préventive et d'astreinte s'exécutent à compter du 31 octobre 2026 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

Les prestations de maintenance corrective (heures d'intervention) et la fourniture de pièces de remplacement font l'objet de bons de commande qui précisent leurs modalités d'exécution.

Les prestations de maintenance corrective donnent lieu à l'établissement d'un devis sur la base des tarifs du BPU.

6.2. Etablissement des bons de commande

6.2.1. Généralités

Les bons de commande sont établis par le représentant du pouvoir adjudicateur ou son représentant, durant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande sont transmis par mail et indiquent :

- la désignation des prestations,
- la quantité commandée,
- la référence au marché (et du lot concerné),
- le prix correspondant,
- la date de la commande.

Le prestataire accuse réception du bon de commande.

6.2.2. Délais

Le délai d'exécution d'un bon de commande est le temps compris entre la date de notification du bon de commande et l'admission des prestations commandées. Cette durée d'exécution est fixée par chaque bon de commande.

L'exécution du bon de commande ne peut s'achever dans un délai supérieur à deux mois à compter de la date de fin de validité de l'accord-cadre auquel il se rattache.

7. CLAUSE SOCIALE – LOT 1 - SITE DU FUTUROSCOPE

Le Cned, dans un souci de promotion de l'emploi ou de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions des articles L.2111-1 et L.2112-2 du Code de la Commande Publique en incluant dans le présent marché, **pour le lot 1**, une clause sociale d'insertion obligatoire de 75 heures pour chaque période (ferme et reconduction) du marché.

L'entreprise qui se verra attribuer le lot 1 du marché, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

7.1. Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale

Sont éligibles au dispositif de la clause social l'emploi des personnes suivantes :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage),
- Les allocataires du RSA (en recherche d'emploi) ou les ayants droits,
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- Les bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de la pension d'invalidité,
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique définies à l'article L-5132-4 du code du travail ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers,
- En outre, le facilitateur mentionné à l'article 7.3 du présent CCAP, peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail, notamment les GEIQ, les ETT, et associations poursuivant le même objet, avec la mise en œuvre d'un accompagnement socio-professionnel.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi.

7.2. Modalités de mise en œuvre

Trois solutions sont proposées aux entreprises attributaires :

- La mise à disposition de salariés,
- L'embauche directe en contrat en durée indéterminée (CDI) ou en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire du marché,
- Le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'Insertion (EI), une Entreprise Adaptée (EA), ou un Atelier Chantier d'Insertion (ACI)
- Dans le cas de la mise à disposition, l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés durant la durée du marché. Il peut s'agir de :
- D'une association intermédiaire (AI)
- D'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ou d'une Agence Emploi (entreprise de travail temporaire) dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du code du travail, ou d'un GEIQ dans le cadre d'un contrat en alternance.

Dans le cas d'un recrutement par contrat d'apprentissage et de professionnalisation, la personne recrutée devra pouvoir justifier d'une absence totale de qualification dans la branche ainsi qu'un statut de Demandeur d'Emploi supérieur à 6 mois.

7.3. Aide à la mise en œuvre de la clause sociale

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion, a été mis en place un dispositif d'accompagnement qui peut être sollicité en prenant l'attache du facilitateur :

7.4. Modalités de contrôles d'application de la clause sociale

Il sera procédé au contrôle de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire fournit mensuellement tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de la clause et son évaluation au facilitateur, en charge dudit contrôle.

Si l'entreprise passe par une structure qui fait de la mise à disposition ou de la sous-traitance, les éléments justificatifs seront apportés par ladite structure qui transmettra au facilitateur les relevés des heures réalisées.

Les pièces demandées sont la copie du contrat de travail dès l'embauche et le relevé mensuel des heures réalisées ou la copie des fiches de paie.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec les entreprises attributaires.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 20.3 du CCAP.

A l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des prestations, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

7.5. Difficultés économiques de l'attributaire

Lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier ou courriel) le facilitateur mentionné ci-dessus.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre.

Dans le cas de difficultés qui entraînent ou ont entraîné le recours à des licenciements économiques, à de l'activité partielle ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur pourra annuler l'exécution de la clause sociale. Cette annulation sera subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à cette difficulté et transmis à la DIRECCTE ou au juge.

8. LIVRABLE RELATIF AU BILAN CARBONE

Comme indiqué à l'article 5.3 du CCTP, le candidat indique sa capacité à fournir annuellement le bilan carbone de ses prestations pour le Cned, en spécifiant le nombre de TCo2eq émis pour l'ensemble des prestations du marché. Il indique la méthodologie de calcul et le périmètre retenu et idéalement les données brutes.

A défaut il confirme sa capacité à compléter la grille de recensement physique jointe au DCE et intitulée « Annexe - Collecte_Donnees_BEGES_2026DG10 ».

9. CONDUITE DES PRESTATIONS

9.1. Personne nommément désignée pour le suivi du marché

Il est fait application de l'article 3.4.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire désigne dès la notification le responsable technique ainsi que le responsable administratif chargés du suivi du marché, habilités à le représenter auprès de de l'acheteur pour les besoins de l'exécution du marché.

L'expérience et les compétences techniques de ces personnes doivent respecter les exigences minimales décrites par le titulaire dans son offre technique.

9.2. Remplacement des personnes nommément désignées

En cas d'indisponibilité d'une personne nommément désignée, le titulaire doit en informer sans délai le Cned. Si le Cned constate cette indisponibilité, il notifie ce constat par tout moyen conforme à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, dont la date d'envoi fait foi en cas de contestation relative au délai de remplacement.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire propose un nouvel intervenant dans un délai de 15 jours maximum à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée à l'alinéa précédent.

Le Cned applique des pénalités dès lors que le titulaire effectue plus de deux changements par période d'un an pour le chef de projet.

Le titulaire est responsable de la transmission de compétence concernant l'ensemble des prestations objet du marché vers le nouvel interlocuteur dédié.

9.3. Responsabilité hiérarchique et technique

Pendant toute la durée d'exécution du marché, les préposés du titulaire demeurent sous la responsabilité et l'autorité de leur employeur titulaire du marché. Le Cned adresse ses remarques, observations, réclamations au responsable du suivi du marché qui prend les mesures correctives nécessaires.

10. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le marché est un contrat avec une obligation de résultat. Il appartient au titulaire de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour la bonne exécution des prestations et de veiller à leur réalisation.

Le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

11. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

11.1. Co-traitance

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant dans un délai de 8 jours maximum à compter de la notification par le groupement de la défaillance ou du constat par le Cned, notifié par tout moyen permettant de donner date certaine.

A défaut, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

11.2. Sous-traitance

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique (articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants), le titulaire a la possibilité de sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations, sous sa responsabilité.

Le titulaire doit préalablement demander l'acceptation du/des sous-traitant(s) envisagé(s), ainsi que l'agrément des conditions de paiement, au Cned par la transmission des documents suivants :

- L'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4, joint au DCE), dûment complété et signé, mentionnant en particulier la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom / raison ou dénomination sociale, l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues,
- Tout document justifiant des capacités financières et professionnelles du sous-traitant envisagé (dont le formulaire DC2).

12. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le lieu d'exécution des prestations pour chacun des lots est précisé à l'article 3 du CCTP.

Durant la présence du représentant du titulaire dans les locaux du Cned, celui-ci doit se conformer au règlement et aux consignes inhérents aux bâtiments et services concernés.

Afin de limiter au maximum les impacts néfastes sur l'environnement, les réunions prévues notamment à l'article 4.6.1 du CCTP, seront organisées dans la mesure du possible par tout moyen de visio-conférence. A titre d'information le Cned utilise la solution MICROSOFT TEAMS.

13. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire produit, tous les six mois à compter de la notification du marché, les pièces prévues à l'article D 8222-5 du Code du travail.

Le non-respect de cette obligation est susceptible de justifier la résiliation du marché aux torts du titulaire.

14. CONFIDENTIALITE

Le titulaire et ses préposés ont accès à la connaissance d'une partie du système d'information du Cned et à des informations concernant la sécurité informatique.

L'ensemble des informations, documents quel qu'en soit le support, mis à disposition du titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations doit être considéré comme confidentiel au sens et dans les conditions de l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Cette obligation de confidentialité perdure indéfiniment après l'exécution du marché.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de celles-ci.

15. TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de celles-ci.

15.1. Accès à des données à caractère personnel du Cned

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire est susceptible :

- de traiter des données à caractère personnel (ci-après DCP) qui lui sont transmises par le Cned ;
- d'avoir accès à de telles données dans le cadre de la réalisation de ses prestations sur le système d'information du Cned (maintenance notamment).

Une annexe complétant ces dispositions sera intégrée au marché par voie d'avenant une fois les éléments stabilisés et avant la mise en production et traitement de données à caractère personnel.

Dans ce cadre, le titulaire reconnaît que les DCP ont un caractère strictement confidentiel. Notamment, il ne réalise aucune copie, modification ou transfert de données à quelque titre que ce soit.

15.2. Mise en œuvre de traitements de données à caractère personnel par le titulaire

Les traitements de DCP sont mis en œuvre par le titulaire dans le respect de l'ensemble des dispositions du cadre légal et réglementaire applicable, et notamment :

- du règlement général sur la protection des données du Parlement et de la Commission Européenne 2016/679 ;
- de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

A ce titre, le titulaire s'engage notamment à :

- Collecter, le cas échéant, les données de manière loyale et respectueuse des droits des personnes ;
- Adopter des mesures de sécurité d'ordre technique et organisationnel afin de prévenir tout accès, lecture, copie, modification ou déplacements non autorisé de données à caractère personnel ;
- Le cas échéant, de concevoir sa structure organisationnelle de manière à ce qu'elle réponde aux exigences de la protection des DCP ;
- Ne permettre à aucun utilisateur ou tiers non autorisé d'accéder à ces données ;
- Informer les personnes concernées de la mise en œuvre du traitement de DCP et de leurs droits (accès et rectification notamment) ;
- Ne réaliser aucune sollicitation, et notamment prospection commerciale, auprès des personnes dont il dispose de DCP au titre du présent marché ;
- Ne transmettre aucune DCP objet du marché à des tiers sans autorisation du Cned ;
- Ne procéder à aucun transfert de données hors de l'Union européenne dans un pays qui n'offrirait pas un niveau de protection équivalent à celui de l'Union européenne ;
- Signaler sans délai au Cned toute violation de DCP concernant des données objet du présent marché. Est entendu par « violation de DCP » toute fuite, vol, destruction ou atteinte à l'intégrité de données à caractère personnel.

Tout transfert de données à caractère personnel à destination d'un tiers (sous-traitant notamment) doit faire l'objet d'une autorisation préalable du Cned et doit être limité à ce qui est strictement nécessaire à l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à soumettre les destinataires de données à des obligations similaires à celles du présent marché. Il se porte fort du respect de ces obligations par ces derniers.

15.3. Conformité de l'outil au Règlement n°2016/679

Le titulaire garantit au Cned que l'outil informatique fourni dans le cadre du marché est conforme au règlement susvisé dès sa conception et que le Cned, en l'utilisant, est en mesure de respecter le Règlement 2016/679 et la loi Informatique et Liberté du 6 janvier 1978 modifiée.

Le titulaire, à cet égard, a un devoir de conseil auprès du Cned. Notamment, il assiste le Cned au besoin dans la mise en œuvre et le paramétrage de l'outil pour en faire une utilisation conforme.

15.4. Suppression des données

A l'exception des données dont la conservation lui serait imposée par des prescriptions légales ou réglementaires, le titulaire s'engage à supprimer les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre du présent marché dans un délai de 30 jours à compter du terme du marché pour quelle que cause que ce soit. Il justifie de l'exécution de cette obligation à première demande de la part du Cned.

15.5. Contrôle

Le CNED se réserve le droit de contrôler à tout moment le respect de ces obligations par un contrôle sur pièces ou sur place.

A cet effet, le Cned désigne un agent qui est soumis à une stricte obligation de confidentialité à l'égard des informations auxquelles il a accès.

Le titulaire lui donne accès à l'ensemble des locaux et systèmes d'informations et lui communique à première demande toute documentation (procédures, documentation sur les applications...) jugées nécessaires par le Cned afin de lui permettre de s'assurer du respect, par le titulaire, des dispositions du présent article.

Le titulaire transmet au Cned les coordonnées de son délégué à la protection des données.

16. NEUTRALITE

Afin d'éviter toute situation de sous-traitance occulte et/ou d'exploitation des données par une société tierce, le titulaire est le garant de la neutralité de ses préposés dans la réalisation des prestations. Il garantit à ce titre que les préposés diligentés pour l'exécution des prestations, ne sont aucunement liés ou dépendants, de manière directe ou indirecte, à des intérêts d'autres sociétés.

17. VERIFICATION DES PRESTATIONS

Il est fait application des dispositions du chapitre 5 du CCAG-FCS.

Le Cned dispose d'un délai de quinze jours calendaires à compter de la livraison pour procéder aux opérations de vérification.

La constatation et l'admission des prestations se font sur la remise des rapports de vérification.

Si la livraison est conforme aux stipulations du marché et répond au besoin exprimé dans le CCTP, elle donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal d'admission.

Le Cned peut à tout moment procéder à toutes vérifications utiles et faire contrôler à ses frais les installations par un organisme technique habilité sans que ce contrôle ne dégage la responsabilité du titulaire. A ce titre, le titulaire s'engage à laisser au Cned, la liberté d'accès aux installations maintenues.

En cas de vérification des travaux de maintenance par un tel organisme, le titulaire doit accompagner le Cned.

De telles vérifications sont, par exemple, effectuées au titre des contrôles réglementaires.

Le titulaire doit signaler toute anomalie constatée ou prévisible au Cned, cette anomalie fait alors l'objet d'un examen en commun.

S'il est mis en évidence des dysfonctionnements occasionnés par un mauvais entretien, le titulaire doit prendre en charge l'ensemble des frais occasionnés par les remises en service, fourniture et main d'œuvre. Il ne peut justifier d'aucun traitement financier de la part du maître de l'ouvrage sur la réparation, au titre de l'obligation de résultat de la maintenance préventive.

18. DECISION APRES VERIFICATION DES PRESTATIONS

Si la livraison est conforme aux stipulations du marché et répond au besoin exprimé dans le CCTP, elle donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal d'admission.

Dans le cas contraire, le Cned prend une décision d'ajournement, de réfaction ou de rejet selon les conditions décrites à l'article 30 du CCAG-FCS.

18.1. Décision d'ajournement

Dans le cas d'une décision d'ajournement, celle-ci est motivée et notifiée par mail. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour présenter à nouveau les prestations mises au point à compter de la notification de la décision d'ajournement.

Le titulaire dispose d'un délai de 10 jours calendaires à compter de la notification de la décision d'ajournement pour l'accepter. En cas de refus ou de silence gardé durant de ce délai, le Cned peut prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou les rejeter dans un délai de 15 jours courant de la notification du refus ou de l'expiration du délai de 10 jours ci-dessus mentionné.

En cas de silence gardé par le Cned au-delà de ce délai de quinze jours, il y a décision implicite de rejet.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, il y a une nouvelle vérification des prestations tel que défini à l'article 17 du présent CCAP.

18.2. Décision de réfaction

Lorsque le Cned estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours calendaires suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours calendaires pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

18.3. Décision de rejet

Lorsque le Cned estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

19. ASSURANCE

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance responsabilité professionnelle (RCP), au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Durant toute la durée du marché, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier de la mise à jour de la validité du document. En cas de modification des conditions du contrat d'assurance, il doit en informer le Cned dans les meilleurs délais.

A défaut de production, après demande du Cned, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande du Cned, le marché peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans mise en demeure supplémentaire ni indemnités.

20. PENALITES

20.1. Pénalités pour retard

Sous réserve du bénéfice d'une prolongation d'exécution prévu par l'article 13.3 du CCAG-FCS ou d'un sursis de livraison prévu par l'article 21.5 du CCAG-FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, le Cned applique des pénalités de retard.

Lorsque le Cned envisage d'appliquer des pénalités pour retard, il adresse au titulaire un courrier, transmis par tout moyen permettant de conférer date certaine, précisant le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées ainsi que le(s) retard(s) concerné(s) ; le titulaire est invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours calendaires à compter de la réception du courrier.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le Cned considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, l'application des pénalités pour retard est plafonnée à 30 % du montant estimé HT du lot concerné. Si le montant estimé est dépassé lors de l'exécution du marché, le montant pris en référence est le montant réellement exécuté. Au-delà, les pénalités pour retard ne sont plus appliquées sans préjudice d'éventuelles mesures coercitives à l'encontre du titulaire, ni de la faculté pour le Cned de demander réparation du préjudice subi.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 €.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont fixées comme suit.

20.1.1. Pénalités de retard dans l'exécution de la maintenance préventive

Si le titulaire ne remet pas au Cned les documents prévus à l'article 4.4.2 du CCTP, sous 8 semaines à compter de la notification du marché, à savoir l'état des lieux, la gamme de maintenance adaptée aux installations du site concerné ainsi que le calendrier prévisionnel d'interventions, la pénalité de retard prévue est fixée à 50 € par jour ouvré de retard.

Si le titulaire ne remet pas au Cned le livret CVC prévu à l'article 4.4.5 du CCTP, sous 4 mois à compter de la notification du marché, la pénalité de retard prévue est fixée à 50 € par jour ouvré de retard.

Si une intervention n'est pas réalisée à la date fixée dans le calendrier prévisionnel, et si la date n'est pas ou ne peut plus être reportée dans les délais prévus, les pénalités de retard sont fixées forfaitairement à 50 € par jour ouvré de retard.

Si le compte-rendu d'une intervention n'est pas réalisé, ou est incomplet au regard des conditions fixées à l'article 4.6.3 du CCTP, la pénalité est fixée forfaitairement à 50 € par jour ouvré de retard.

Si le rapport trimestriel n'est pas réalisé, ou est incomplet, au regard des conditions fixées à l'article 4.6.1 du CCTP, la pénalité est fixée forfaitairement à 50 € par jour ouvré de retard.

Si, à la fin du marché, le titulaire ne remet pas au Cned l'état contradictoire des installations, ainsi que le bilan détaillé et précis de l'état des installations, conformément à l'article 4.6.8 du CCTP, la pénalité prévue est de 50 € par jour ouvré de retard.

20.1.2. Pénalités de retard dans l'exécution de la maintenance corrective

Si, à la suite d'une demande du Cned, le titulaire n'intervient pas dans les délais fixés à l'article 4.5.3 du CCTP, ou dans les délais selon lesquels il s'est engagé à intervenir dans son offre, les pénalités de retard sont fixées forfaitairement à 50 € par heure ouvrée de retard.

Si, à la suite d'une intervention en maintenance corrective, le titulaire, dans l'attente de la livraison des pièces de rechange, ne se conforme pas aux délais de remise en état prévus à l'article 4.5.4 du CCTP, la pénalité de retard est fixée à 50 € par heure ouvrée de retard.

Si le titulaire ne transmet pas de devis, suite à une demande du Cned ou tel qu'indiqué dans son rapport de maintenance préventive, sous 8 jours calendaires, la pénalité est fixée forfaitairement à 50 € par jour ouvré de retard.

Si le compte-rendu d'une intervention n'est pas réalisé ou est incomplet au regard des conditions fixées à l'article 4.5.3 du CCTP, la pénalité est fixée forfaitairement à 50 € par jour ouvré de retard.

20.2. Pénalités diverses

Pénalité forfaitaire pour absence à réunion sans prévenance au moins 72 heures à l'avance : 100 € ;
Pénalité forfaitaire pour non-respect des modalités de désignation d'un nouveau responsable technique : 100 €.

20.3. Pénalités pour non-respect de la clause sociale - lot 1

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, celui-ci subira une pénalité égale à 60 € par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, le titulaire subira une pénalité égale à 100 € par jour ouvré de retard à compter de la mise en demeure par le Cned.

Lorsque le Cned envisage d'appliquer des pénalités pour non-respect de la clause sociale, il adresse au titulaire un courrier, transmis par tout moyen permettant de conférer date certaine, précisant le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées ainsi que le(s) manquement(s) concerné(s) ; le titulaire est invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours ouvrés à compter de la réception du courrier.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le Cned considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour non-respect des obligations sociales s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

20.4. Pénalités pour non-respect des obligations environnementales

En cas de non-respect des obligations environnementales prévues à l'article 5 du CCTP constaté par le Cned, il adresse au titulaire un courrier l'enjoignant à se conformer à ses obligations environnementales prévues par le marché dans un délai indiqué par ce courrier. Ce délai ne saurait dépasser 30 jours calendaires. Le courrier est transmis par tout moyen permettant de conférer date certaine.

Le titulaire est invité à présenter ses observations avant l'expiration du délai de mise en conformité prévu au paragraphe ci-dessus. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le Cned considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que la non-conformité n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour non-respect des obligations environnementales s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai indiqué par le courrier est expiré.

Des pénalités forfaitaires de 50 € par jour ouvré sont appliquées en cas de non-respect des obligations environnementales.

L'application des pénalités pour non-respect des obligations environnementales est plafonnée à 1000 € sur la durée du marché.

21. MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

21.1. Forme des prix et contenu des prix

Le marché est traité à prix mixte.

Les prestations de maintenance préventive et l'astreinte sont traitées à prix forfaitaires.

Les prestations coût de la main d'œuvre, du déplacement ainsi que les pièces remplacées sont traitées à prix unitaires. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

21.2. Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au transport (hors forfait de déplacement sur site en cas d'intervention pour maintenance corrective), l'hébergement, les repas, l'assurance, la gestion des déchets, la propriété intellectuelle, l'utilisation des résultats, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire communique les éléments relatifs aux marges pour risque et bénéfices, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, dans un délai de 15 jours à compter de la date de la demande.

Les marges servent au calcul de l'indemnisation et sont couvertes par le secret industriel et commercial.

21.2.1. Contenu du prix de la maintenance préventive

Ces prix comprennent, pour chaque bâtiment, tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations :

- La prestation de prise en charge ;
- La conduite, la surveillance et le maintien de l'équilibre des installations ;
- Le conseil et la veille réglementaire ;
- Toute prestation de main d'œuvre et déplacement relative à la maintenance préventive de base ;
- L'outillage et les consommables nécessaires à la parfaite exécution des opérations de maintenance préventive ;

- La fourniture de tous les consommables de faible valeur (< 20 euros HT), nécessaires au fonctionnement des matériels (huile, graisse, chiffon, joints, visserie, lampes témoins, électrodes, relais, etc.) ;
- Les filtres des centrales de traitement d'air et des ventilo convecteurs ;
- Les poches pour filtres magnétiques ;
- Le sel pour les adoucisseurs ;
- Le glycol jusqu'à concurrence de 50 litres par an/bâtiment ;
- Le désinfectant pour batteries, bacs à condensat ;
- La fourniture des échafaudages, échelles et nacelles nécessaires à la réalisation des prestations ;
- Les prestations diverses nécessaires à la complète exécution de l'ouvrage, y compris tous les accessoires de mise en œuvre (intervention en site occupé, encombrement des locaux, opérations de grande hauteur, interruptions dues aux nécessités de service pour des opérations aux heures et jours ouvrables, etc.) ;
- L'installation des dispositifs de sécurité et de protection des ouvrages permettant la réalisation des prestations au voisinage des verrières et autres éléments structurels particuliers ;
- Les frais d'évacuation et d'élimination des déchets ;
- La fourniture des protections, nettoyage en cours et en fin de chantier, la manutention et l'enlèvement de gravois (tri sélectif notamment) dans le cadre des opérations liées au présent marché.

Le prix n'inclut pas le remplacement de pièces cassées (en dehors d'un usage normal des installations) ou détériorées, lequel relève de la maintenance corrective ou curative.

21.2.2. Contenu du prix de la maintenance corrective et curative

Les prestations de maintenance corrective et curative font l'objet de devis, établis sur la base des tarifs horaires des interventions et du forfait de déplacement, indiqués dans le bordereau des prix.

Le cas échéant, ces devis intègrent également les tarifs des pièces de remplacement.

Les devis peuvent être de 3 ordres :

- Ils concernent des prestations sans remplacement de pièces, ils sont établis sur la base des tarifs horaires des interventions et du forfait de déplacement, indiqués dans le bordereau des prix,
- Ils concernent des prestations avec remplacement de pièces listées au BPU, dans ce cas, le prix des pièces intègre le coût de la main d'œuvre et du déplacement,
- Ils concernent des prestations avec remplacement de pièces ou d'équipements ne figurant pas au BPU, ils sont établis sur la base des tarifs horaires des interventions et du forfait de déplacement, indiqués dans le bordereau des prix, ainsi que « du tarif HT remisé du fournisseur » des pièces sur lequel le titulaire applique le coefficient multiplicateur correspondant indiqué dans le BPU.

Si les pièces à remplacer ne figurent pas dans le bordereau des prix, le Cned se réserve le droit de demander le devis du fournisseur du titulaire.

Le forfait déplacement en cas d'interventions multiples sur le même site dans la même journée ou sur des sites à proximité, ne sera réglé qu'une seule fois.

Il en est de même dans le cadre du déplacement de deux ou plusieurs techniciens intervenant sur le même dysfonctionnement, dans la même journée et venant par le même moyen de transport.

Les temps d'intervention sont facturés au temps réellement passé, à la demi-heure près.

Le coût de la maintenance corrective comprend pour chaque bâtiment :

- L'outillage et les consommables de faible valeur (< 20 euros HT), nécessaires à la parfaite exécution des opérations de maintenance ;
- La fourniture d'une documentation technique de maintenance, en cas de modification des installations ;
- La fourniture des échafaudages, échelles et nacelles ;
- Les prestations diverses nécessaires à la complète exécution de l'ouvrage, y compris tous les accessoires de mise en œuvre (intervention en site occupé, encombrement des locaux, opérations de grande hauteur, interruptions dues aux nécessités de service pour des opérations aux heures et jours ouvrables, etc.) ;
- L'installation des dispositifs de sécurité et de protection des ouvrages permettant la réalisation des prestations au voisinage des verrières et autres éléments structurels particuliers ;
- Les frais d'évacuation et d'élimination des déchets ;
- La fourniture des protections, nettoyage en cours et en fin de chantier, la manutention et l'enlèvement de gravois (tri sélectif notamment) dans le cadre des opérations liées au présent marché ;
- La gestion d'un stock minimum de pièces de rechange constituant les organes vitaux des équipements. Le stock sera tenu et mis à disposition sur bâtiment par le titulaire.

Le montant des prestations, sous-traitées ou non, ne fait en aucun cas l'objet de l'application d'un coefficient multiplicateur.

Seules les pièces de rechange se voient appliquer un coefficient multiplicateur renseigné dans le bordereau des prix.

Dès lors qu'une prestation est sous-traitée, elle doit être justifiée par la présentation du devis du sous-traitant.

21.2.3. Contenu du prix de l'astreinte

L'astreinte est un prix forfaitaire, tel qu'indiqué dans le bordereau des prix, qui comprend l'accès à la plateforme téléphonique 24h/24 et 365j/365, ainsi que l'abonnement au service d'astreinte.

21.3. Taux de TVA – Monnaie

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du marché.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

21.4. Actualisation des prix

Les prix du marché ne sont pas actualisables.

21.5. Révision des prix des prestations de maintenance

21.5.1. Calcul de la révision

Les prix sont révisables annuellement.

Le Cned procède au calcul de la révision selon les modalités ci-dessous. Les prix issus de ce calcul seront adressés au titulaire, au plus tard, quinze (15) jours ouvrés avant la date anniversaire du marché.

Le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date probante de réception des nouveaux tarifs pour faire connaître ses observations sur ceux-ci. Passé ce délai, les nouveaux tarifs sont réputés acceptés.

La formule suivante est appliquée :

$$P_1 = P_0 \frac{0,80 \times S_1}{S_0} + P_0 \frac{0,20 \times N_1}{N_0}$$

Dans laquelle :

P_1 : le prix révisé

P_0 : le prix initial

S_1 : la valeur du dernier indice S définitif publié à la date de révision.

S_0 : la valeur de l'indice S correspondant au mois de mars 2026.

N_1 : la valeur du dernier indice N définitif publié à la date de révision.

N_0 : la valeur de l'indice N correspondant au mois de mars 2026.

L'indice S est l'indice de coût horaire du travail - Salaires et charges - Tous salariés – Activités spécialisées, scientifiques et techniques (base 100 en décembre 2008) -- Identifiant INSEE : 001565195.

L'indice N est l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG EBIQ – Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements (base 2021) - Identifiant INSEE : 010764358.

21.5.2. Règles d'arrondis

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, le coefficient de révision est arrondi au millième le plus proche :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité.

Les prix issus de la révision seront arrondis selon la même règle à 2 décimales après la virgule.

21.5.3. Correspondance en cas de disparition de l'indice de révision

En cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l'INSEE afin d'assurer la concordance des indices est utilisée, sans qu'il soit nécessaire de procéder par un avenant.

Dans le cas où aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté d'un commun accord entre le Cned et le titulaire.

Le Cned notifie sa décision au titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, l'indice ainsi retenu et ses conditions de mise en œuvre, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant et sans préjudice des dispositions relatives à la formule et à ses conditions de mise en œuvre prévus à l'article 21.5.1 du présent CCAP.

21.6. Révision des prix des pièces de remplacement

Les tarifs des pièces de remplacement sont variables et révisables annuellement. Le prestataire adresse au Cned sa proposition de révision de prix, quinze (15) jours ouvrés avant la date anniversaire du marché pour validation.

L'augmentation des prix ne peut dépasser 5 % par an et 15% sur la durée totale du marché.

22. CLAUSE DE REEXAMEN

En application des articles L.2194-1 et R.2194-1 du Code de la commande publique, des avenants pourront être conclus en cours d'exécution du marché dans les cas suivants :

- Modification de la liste des installations à maintenir en annexe du présent marché ;
- Augmentation des prix unitaires qui pourraient altérer l'équilibre financier du contrat ;
- Opération de transfert de contrat dans le cas d'opération de restructuration de société.

Les modalités d'application de certaines clauses de réexamen sont précisées ci-après :

22.1. Augmentation des prix qui pourraient altérer l'équilibre financier du contrat

En cas d'augmentation des coûts résultant de circonstances extérieures aux parties et conduisant le titulaire à exposer pour l'exécution du marché des sommes représentant plus de quinze (15) % du prix du marché, en application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, les parties pourront décider de modifier les prix du marché dans les conditions définies ci-après.

Pour les prix unitaires, cette clause s'applique prix unitaire par prix unitaire.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision du Cned mais est initiée par le seul titulaire.

Le titulaire adresse au Cned, par tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un mémoire justifiant le dépassement du seuil précisé au premier alinéa du présent article. A cet effet, il produit toutes les pièces justificatives permettant de démontrer l'existence de ce dépassement et de justifier de ses causes.

A la suite de la réception de cette demande et sous réserve de sa complétude, le Cned notifie sa décision dans un délai de trente jours. S'il entend mettre en œuvre la présente clause, il notifie dans ce délai au titulaire un ou plusieurs prix nouveaux permettant de tenir compte de l'augmentation des coûts.

En tout état de cause, ces nouveaux prix ne prendront en compte au maximum que 90% de l'augmentation de leur coût.

Le titulaire dispose alors d'un délai de trente jours suivant la notification des prix nouveaux pour les accepter, étant précisé que s'il n'a pas présenté d'observation dans ce délai, il est réputé avoir accepté les nouveaux prix fixés par le Cned.

En cas d'acceptation, les nouveaux prix s'appliquent en lieu et place des prix du bordereau des prix unitaires. En cas de refus, les prix initiaux demeurent applicables.

L'ensemble des prix nouveaux ainsi notifiés pourra être modifié par le Cned en cas de retour à un prix inférieur au seuil d'augmentation, les prix initiaux, éventuellement révisés, du marché s'appliqueront à nouveau.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations.

22.2. Modifications de la liste des installations à maintenir

Des modifications de la liste des installations à maintenir dans le cadre du présent marché peuvent intervenir, notamment en cas de travaux, de mutualisation, ouverture et ou fermeture de bâtiments.

En particulier, des travaux d'aménagement sont actuellement prévus dans le cadre des lots 2 et 6 (voir détail ci-dessous).

Dans tous les cas, des avenants pourront être établis pour prise en compte des modifications engendrées.

➤ Lot 2 – Unité opérationnelle de Toulouse – CNED ECOLE

Des travaux sont prévus sur le bâtiment A de l'unité opérationnelle de Toulouse (travaux de réaménagement). Ils seront réalisés en 2026-2027. Ces travaux auront pour effet de modifier les installations techniques CVC de l'ensemble immobilier.

Afin de permettre la prise en compte de ces modifications – liste des installations techniques à maintenir dans le cadre du présent marché et périmètre d'intervention du titulaire - un avenant au présent marché sera établi, à la suite de la réception des travaux, actuellement prévue en mai 2027. Cet avenant fixera le prix des prestations – augmentation ou réfaction selon les modifications induites constatées – sur la base des prix du marché ; les prix forfaitaires seront proratisés au mois près.

➤ Lot 6 – Unité opérationnelle de Grenoble – CNED PRO

Des travaux de réaménagement seront réalisés en 2026 sur le plateau technique du RDC afin de créer un espace de restauration mutualisé et accueillir les ateliers de Réseau Canopé. A cette occasion des travaux sur les installations CVC seront réalisés.

La réception des travaux est prévue pour le deuxième semestre 2026.

Afin de permettre la prise en compte des éventuelles modifications de la liste des installations techniques à maintenir dans le cadre du présent marché, un avenant au présent marché pourra être établi, à la suite de la réception des travaux. Cet avenant fixera le prix des prestations – augmentation ou réfaction selon les modifications induites constatées – sur la base des prix du marché ; les prix forfaitaires seront proratisés au mois près.

Par ailleurs, un raccordement au réseau de chaleur urbain du campus est actuellement en cours d'étude. La réception de ces travaux est également envisagée au deuxième semestre 2026.

Le cas échéant, la liste des installations de production de chaleur sera mise à jour par voie d'avenant, qui fixera le prix des prestations.

22.3. Substitution d'un nouveau titulaire au titulaire initial du marché

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, un avenant pourra être établi en cas de substitution d'un nouveau titulaire, à la suite d'une opération de restructuration ou de reprise, au titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire en informe immédiatement le Cned en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou équivalent, Extrait de parution au journal officiel éventuel, procès-verbal de décision le cas échéant...).

Il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par le Cned pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

23. AVANCE

Sauf refus définitif et expresse exprimé par le titulaire dans l'acte d'engagement, celui-ci bénéficie d'une avance telle que prévue aux articles L.2191-2, L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la commande publique, sous réserve que les conditions en soient remplies.

Il est fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 20%.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé 5%.

24. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

24.1. Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement, ou de 30 jours **à compter de la date d'admission des prestations si elle est postérieure à la réception de la demande de paiement.**

24.2. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai indiqué au 24.1 fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires (IM) au bénéfice du titulaire. Le taux des IM est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

24.3. Présentation des demandes de paiement

Les prestations forfaitaires de maintenance préventive font l'objet d'un paiement trimestriel à terme échu.

Les prestations forfaitaires d'astreinte font l'objet d'un paiement annuel terme à échoir.

Les prestations à bons de commande font l'objet d'un paiement à l'issue de leur admission.

Outre les mentions obligatoires, la demande de paiement précise :

- Numéro de SIRET du titulaire ;
- Nom et adresse du titulaire ;
- N° du marché et du lot concerné ;
- Référence du bon de commande le cas échéant ;
- Désignation des prestations ;
- Les prix unitaires HT ;
- Le taux de TVA applicable au jour de facturation ;
- Le montant de la TVA ;
- Le prix TTC ;
- La date de facturation.

La facturation électronique étant obligatoire pour toute entreprise fournisseur du secteur public, les entreprises déposent leur(s) facture(s) sur le portail Chorus Pro, à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr> (information disponible sur le site Communauté Chorus Pro <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>).

NB. : Lors du dépôt des factures, le SIRET à renseigner pour le Cned (Direction générale) est le suivant : 197 529 050 001 83.

L'ordonnateur des dépenses, ainsi que la personne habilitée à fournir des renseignements au sens de l'article R.2191-55 du Code de la commande publique, est la Directrice générale du Cned, ou son représentant.

24.4. Présentation des demandes de paiement dans le cadre de la TVA intracommunautaire

Le prestataire situé au sein de l'Union Européenne et hors de France établit des factures selon les modalités suivantes :

- Tous les montants sont exprimés hors taxe,
- La facture comporte la mention « Autoliquidation » ou « Mécanisme d'autoliquidation » et précise que la TVA est due par l'acheteur,
- La facture indique les numéros de TVA intracommunautaire du prestataire et du Cned (FR00 197 529 050).

24.5. Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques

- **En cas de groupement conjoint** (chaque membre du groupement ne s'engage que pour la partie qu'il exécute)

Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

- **En cas de groupement solidaire** (chaque membre du groupement s'engage financièrement pour la totalité du marché)

Le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

24.6. Comptable assignataire des paiements

M. l'agent comptable du CNED

2 boulevard Nicéphore Niepce

Téléport 2 – CS 80300

86963 FUTUROSCOPE CEDEX

24.7. Cession ou nantissement de créances

Conformément à l'article R.2191-45 du Code de la commande publique, le titulaire peut céder ou nantir la créance qu'il détient sur le Cned à un établissement de crédit ou à un autre cessionnaire.

En cas de sous-traitance, le montant maximum pouvant être cédé ou donné en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

25. UTILISATION DES RESULTATS

Il est fait application du chapitre 6 du CCAG-FCS.

26. RESILIATION

Il est fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

27. DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, le pouvoir adjudicateur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la commande publique.

28. COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le Tribunal administratif de Poitiers (86) est le seul compétent pour connaître des litiges nés de l'exécution du présent marché.

29. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 8.2 du présent CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'article 20.1 du présent CCAP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS.

L'article 21.5.2 du présent CCAP déroge à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS.